

La coupe est pleine !

Jusqu'ici, nous n'avons pas réagi au départ de Laurent Guimier et aux nominations qui ont suivi. Un nouveau directeur de l'information, encore un, flanqué d'une coordinatrice éditoriale. Les chaises musicales toujours, pour des projets pas encore définis. Ils ont préféré rencontrer la SDJ de France 2, avant les organisations syndicales. Déjà un premier signe de mépris envers la représentation sociale et en particulier à l'égard de notre organisation syndicale, la première de la profession. Pour le reste, le peu que nous entendons sur la feuille de route ne nous inspire rien de bon. Ou pas grand-chose.

Quel serait le projet de la nouvelle direction de l'info ? Accompagner Tempo, maîtriser les ETP voire les réduire, et revoir la ligne éditoriale du 20 heures. Tempo, pour nous, c'est non. Les ETP manquent et les précaires sont en danger. Quant au 20H, le changement passerait par des règlements de comptes et des départs annoncés en coulisses, en particulier celui de la présentatrice de la semaine. L'Elysée ne voudrait pas d'elle, comme nous l'avons écrit il y a quelques mois ? Certains cadres de l'info seraient maintenant prêts à donner satisfaction au pouvoir. Il faut dire que sur France 2, d'aucuns se plaignaient de ne pas avoir eu le Président en plateau. Mais là, deux fois en quinze jours, ça ne dérange personne. On y perd son latin journalistique, éthique et déontologique. Pour clore le chapitre de la nouvelle équipe en place, elle affirme vouloir s'atteler à restaurer la sérénité au sein de la rédaction nationale... où ça craque de partout. Managers en roue libre, cadres protégés, justice interne à deux vitesses, remise en cause du droit du travail, et la liste n'est pas exhaustive...

Nous vous parlions d'un sujet majeur, l'emploi. De ce point de vue, nous attendons bien sûr avec impatience les informations demandées par nos soins depuis des mois concernant les conséquences de la RCC, rupture conventionnelle collective. De nombreux départs à la rédaction et quoi en retour ? Des postes supprimés, ou transférés... Quid des embauches de jeunes journalistes, promises depuis des années ? Que deviendront les CDD historiques, en sursis jusqu'en décembre 2022 ? Et après ? Pourquoi supprimer l'un des postes de rédacteur à Bruxelles tout en expliquant que l'on peut traiter une partie de l'actualité européenne depuis Paris ? Ce poste serait transféré au Siège, mais quelles garanties avons-nous qu'il ne sera pas définitivement rayé de la carte ? Dans le même temps, il serait question de rapatrier l'autre correspondant permanent sur place avant les élections européennes de mai 2024 pour muter à Bruxelles une titulaire en poste à Paris ? Sous couvert de régler une situation individuelle, non seulement la direction crée un problème et en plus réduit les effectifs à un endroit où l'actualité est centrale avec la guerre en Ukraine et la crise énergétique. Un très mauvais signal synonyme de recul de la couverture éditoriale des institutions européennes de la part du service public. En résumé, nous attendons donc de pied ferme ce débat sur l'emploi à la rédaction nationale, tout comme dans les rédactions numériques où le SNJ a déjà porté les revendications des salariés concernés.

(suite en page suivante...)

Dans cette ambiance lourde, voilà que le projet TEPI revient à la une. Ce projet de transfert de plusieurs émissions produites en interne (« Télématin », « Thalassa », « Faut Pas Rêver » notamment) est combattu depuis plus d'un an par le SNJ et une majorité d'élus du CSE. Il avait été interrompu à la suite de la tentative de suicide d'une salariée de Télématin. La brutalité du projet avait abimé les équipes qui ne voulaient pas du transfert forcé des salariés à France Télévisions Studio. La direction avait cédé sur ce point après s'être trop longtemps obstinée.

Pourtant, alors que nous avons obtenu le principe du volontariat, autrement dit le libre choix entre un transfert ou un détachement, le nouveau projet reste encore à améliorer. Propositions de primes et autres gratifications pour accepter de quitter France Télévisions pour aller à la filiale, et trop d'ambiguïtés sur les conditions sociales ! Notre message est simple : un détachement pour celles et ceux qui ne veulent pas partir vers la filiale, c'est un détachement point barre.

Pas une solution transitoire au travers de la signature d'un avenant temporaire.

Cette politique est insupportable, et la présidence ne se rend pas du tout compte qu'il faut arrêter d'empiler les réformes. Déménagements incessants, projet Campus, TEPI, Tempo. On en a assez, à un moment où en plus, les salariés vivent comme tous les citoyens dans un contexte sociétal sombre, avec une inflation galopante qui rogne leur pouvoir d'achat. La mesure d'augmentation générale de 1,2 % à France Télévisions est d'ailleurs perçue comme un affront. L'entreprise est fragile et beaucoup d'entre-nous sont à bout. Que ce message soit enfin entendu !

Paris, le 25 octobre 2022